



**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving
PWGSC
33 City Centre Drive
Suite 480C
Mississauga
Ontario
L5B 2N5
Bid Fax: (905) 615-2095**

**SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

**Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution
Public Works and Government Services Canada
Ontario Region
33 City Centre Drive
Suite 480
Mississauga
Ontario
L5B 2N5

Title - Sujet Immigration Holding Centre	
Solicitation No. - N° de l'invitation 47636-187661/A	Amendment No. - N° modif. 006
Client Reference No. - N° de référence du client 47636-187661	Date 2016-04-18
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$TOR-224-7071	
File No. - N° de dossier TOR-5-38201 (224)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2016-04-19	
Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT	
F.O.B. - F.A.B. Specified Herein - Précisé dans les présentes	
Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input checked="" type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Juan, Peggy	Buyer Id - Id de l'acheteur tor224
Telephone No. - N° de téléphone (905) 615-2467 ()	FAX No. - N° de FAX (905) 615-2060
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

La modification n° 006 vise à répondre aux questions des soumissionnaires et à corriger des erreurs typographiques.

Modifications de la DP :

Dans la **Partie 4**, article 2.1 (c) :

Supprimer : « ... 1860 points... »

Remplacer par : « ...1360 points... »

À l'**annexe A**, page 1 :

Supprimer : « ...quatre (4) parties... »

Remplacer par : « **six (6) parties...** »

À l'**annexe G**, #CS1:

Supprimer: "...l'article 1.1.3 de la partie 5..."

Remplacer par : "... l'article 2.3 de la partie 5..."

À l'**annexe H**, **Appendice 1**, #8 :

Supprimer : "...l'article 1.3 de la PARTIE 5..."

Remplacer par : "...l'article 2.3 de la PARTIE 5..."

Questions et réponses

Q1 : En ce qui concerne l'éventuelle cuisine et les possibles aires réservées aux employés de l'entrepreneur (personnel d'entretien et des services ménagers :

a) L'entrepreneur sur place doit-il obtenir certaines autorisations, ou bien l'approbation de l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) suffit? Cette question concerne notamment le personnel de cuisine interne qui travaille dans une cuisine de l'entrepreneur au sein du Centre de surveillance de l'Immigration (CSI).

Réponse a) Tous les employés de l'entrepreneur devront obtenir les autorisations de sécurité précisées aux articles 3.1, 3.2 et 3.3 de la partie 7 de la demande de propositions (DP). La gestion de ces autorisations incombe à Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) et à l'ASFC. Tout le personnel de l'entrepreneur devra entrer dans les installations par l'entrée principale et sera contrôlé (fouillé) à son arrivée.

b) Les locaux de la cuisine ou de toute autre aire de soutien, salle du personnel ou salle d'entreposage devront-ils être distincts du reste du CSI?

Réponse b) Oui, la cuisine et les autres aires de soutien seront distinctes du reste du CSI. Cette exigence ne figure pas dans l'énoncé des travaux. L'ASFC n'a pas de préférence quant au choix de l'entrepreneur d'aménager ou non une cuisine ou d'autres installations sur place pour ses employés. La décision revient à l'entrepreneur, qui doit veiller à respecter les exigences en matière de service prévues par l'énoncé des travaux. Cela dit, s'il est décidé que des installations sur place seront fournies, celles-ci doivent être considérées comme des locaux distincts de ceux requis par l'ASFC et ne devraient être accessibles que par des points d'accès contrôlés.

c) Si une cuisine est aménagée sur place, peut-elle être dotée d'un accès indépendant depuis l'extérieur du CSI afin de faciliter la réception de la nourriture et l'accès aux aires d'entreposage des aliments?

Réponse c) Comme l'indique la réponse précédente, il revient à l'entrepreneur de déterminer le meilleur moyen d'aménager les installations de façon à fournir des services sur place dans des locaux distincts de

ceux requis par l'ASFC. Ce local de l'entrepreneur peut être doté d'un accès indépendant, qui doit cependant être contrôlé et situé à l'intérieur du périmètre de sécurité. Pendant la phase de conception, l'ASFC se réserve le droit de déterminer de concert avec l'entrepreneur la meilleure façon de gérer l'accès à ce local sur le plan de la sécurité.

d) Si un tel accès est permis, quelles mesures de sécurité devront être mises en place, compte tenu du fait que l'entrée principale de la cuisine donnerait directement sur le CSI?

Réponse d) L'entrée principale de la cuisine doit donner uniquement sur le périmètre de sécurité du CSI au moyen d'une porte de service sécurisée. Par exemple, l'accès ne pourrait être accordé qu'au personnel autorisé à l'aide d'un système par lecteur de cartes. Pendant la phase de conception, l'ASFC se réserve le droit de déterminer de concert avec l'entrepreneur la meilleure façon de gérer l'accès à ce local sur le plan de la sécurité.

e) Si un tel accès n'est pas permis, comment le personnel de la sécurité de l'entrepreneur procédera-t-il pour vérifier la nourriture, qui est livrée en grandes quantités?

Réponse e) L'ASFC appliquera des procédures et des politiques afin de s'assurer que la sécurité des installations et des détenus qui s'y trouvent est maintenue en tout temps. Par exemple, le personnel de la sécurité pourrait inspecter régulièrement les marchandises entrant dans les installations et soumettre les livraisons à une surveillance ou à une supervision périodique. Ces procédures et politiques seront élaborées en collaboration avec l'entrepreneur et dépendront de l'aménagement et des processus opérationnels des installations, qui sont à la discrétion de l'ASFC.

f) Par quelles entrées l'ASFC ou l'autorité concernée autorisera-t-elle l'acheminement des produits alimentaires?

Réponse f) Les marchandises peuvent entrer dans les installations de l'ASFC par une entrée de service jugée appropriée en fonction de l'aménagement proposé. L'ASFC appliquera des procédures et des politiques afin de s'assurer que la sécurité des installations et des détenus qui s'y trouvent est maintenue en tout temps. L'emplacement des points d'accès des installations dépendra uniquement de l'aménagement proposé. Tout au long de la phase de conception, l'ASFC définira, de concert avec l'entrepreneur, les entrées et les portes dont l'accès doit être contrôlé.

Toutes les autres modalités et conditions restent inchangées.